



COMBAT OUVRIER

Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

**Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et
en Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et
de Guadeloupe.
Pour la reconstruction
de la IV^{ème}
Internationale.**

— PARAÎT TOUTES LES 2 SEMAINES —

SAMEDI 14 JUILLET 2007

N° 971

PRIX 0,80 €

ÉDITORIAL

Après les élections à Saint-Barth et Saint Martin

La question du changement de statut aux Antilles

Les électeurs de St-Barth et St Martin ont élu respectivement le conseil territorial de leur nouvelle collectivité. Les deux îles du Nord rattachées jusque là à la Guadeloupe auront donc plus d'autonomie. En particulier ce conseil territorial aura le droit de légiférer dans les domaines de compétences qui sont les siens. Les électeurs avaient choisi massivement cette voie là lors du référendum du 7 décembre 2003. Mais notons que si on a compté 21% d'abstentionnistes à St-Barth, il y en eut plus de 55% à St Martin. En Martinique et en Guadeloupe, par contre, les électeurs l'avaient massivement rejetée.

Dans les deux îles du Nord, la plupart des responsables politiques avaient fait campagne pour la création d'une nouvelle collectivité. Ils ont joué sur le sentiment micro régionaliste de la population des deux îles. Cette dernière en effet se sentait depuis fort longtemps doublement défavorisée, à la fois par rapport à la «métropole» et par rapport à la Guadeloupe. Plus proche géographiquement de l'île américaine de Porto Rico, parlant souvent l'anglais en priorité, surtout à St Martin, la population a souvent eu le sentiment d'être un peu à part par rapport à la Guadeloupe ou à la Martinique et que ses différences n'étaient pas prises en compte voire minimisées ou méprisées. Quant aux élus et responsables politiques de l'île, ils espèrent en traitant directement avec la «métropole» française sans passer par la Guadeloupe, obtenir des arrangements qui leur permettront de légiférer et de gérer les fonds publics plus librement. En particulier, il s'agira pour eux de drainer l'argent généré par le tourisme. Ce tourisme orienté vers les riches (St Barth est bien surnommée l'île des milliardaires) attirant les capitalistes américains, alimente déjà pas mal de coffres forts privés. Il y a donc dans ces deux îles une «petite pompe à fric» qu'il s'agit de faire fonctionner à la fois pour les riches eux-mêmes, pour l'Etat et pour les fonds publics gérés par les élus locaux sans véritable contrôle. Pour la population laborieuse déjà victime d'un chômage important, les retombées risquent d'être tout simplement nulles, voire pires. On parle même de remettre en cause le SMIC et de l'aligner sur les salaires de la partie hollandaise de l'île de St Martin. Mais même si cette mesure là n'était pas prise, la tendance est là. C'est la tendance sarkozy. Les élus feront tout pour attirer les riches par des cadeaux de toutes sortes, comme par exemple la défiscalisation à outrance, «l'abaissement du coût du travail», c'est-à-dire des salaires et permettre le maximum de flexibilité.

On comprend donc la méfiance des travailleurs et de la population de Guadeloupe et de Martinique et même des plus de 55% d'abstentionnistes de St-Martin, à l'égard du changement de statut proposé par certains élus ou partis. Ces derniers tentent de jouer sur une certaine fibre régionaliste ou «identitaire». Mais la population sait bien que derrière ces opérations là existe une politique d'appauvrissement volontariste des classes pauvres au profit des riches et des élus politiques.

De plus, l'attitude des élus politiques en général, à quelques exceptions près a de quoi rendre méfiant. Combien de mises en examen d'élus, voire de condamnations pour détournements de fonds, corruption et autres malversations se succèdent depuis des années ! Combien de trahisons, de retournements de veste au gré des promesses d'avantages en poste ou en argent ! Comment donc la méfiance de la population ne serait-elle pas fondée envers toute évolution politique qui accorderait à ces élus là une plus large liberté de gérer et d'utiliser les fonds publics ?

Avant tout changement ou évolution du statut il faudrait donc que la population puisse exercer son contrôle direct. Le meilleur moyen serait qu'elle ait elle-même déjà, avant tout changement, ses propres représentants, élus dans les quartiers populaires, dans les entreprises et représentés au sein des assemblées.

Combien de travailleurs, d'ouvriers agricoles, de paysans, de petits commerçants y a-t-il au sein des assemblées locales ?

C'est par là que le véritable changement devrait commencer. Les luttes des travailleurs, des exploités en général existent. Elles sont nombreuses, variées, fructueuses. Elles constituent déjà un élément vers des luttes politiques futures pouvant ouvrir au besoin d'autres voies institutionnelles mais en faveur de la classe des exploités.

La banane : un secteur qui a de l'avenir ? Certainement pas pour les travailleurs.

«Les planteurs de Guadeloupe» ont remis une prime de 1 500 € à un jeune qui venait d'obtenir avec les meilleures notes du département, le diplôme de Développement Agricole Tropical. A cette occasion, F. Lignières s'est fendu d'une déclaration pour inciter les jeunes diplômés de l'agriculture à venir travailler dans la banane. Car pour lui, c'est un secteur qui a de l'avenir. Pour les planteurs ? Très certainement quand on voit la liste des subventions, aides et prêts relais de toutes sortes qui sont versés à ce secteur, que ce soit en Guadeloupe ou en Martinique.

Par contre, ce que F. Lignières ne pouvait dire c'est que pour les travailleurs, «la banane» est un secteur où l'exploitation fait rage. C'est le seul où il n'y a pas de

qualifications, donc pas de grille de salaires, pas d'ancienneté. Celui qui y travaille depuis 25 ans est payé au même taux horaire, c'est-à-dire le SMIC, que celui qui vient de commencer. Les heures supplémentaires sont rarement payées. Il n'y a pas de treizième mois et la prime de fin d'année (de 4000F en 1999-2000) que les travailleurs de la banane de la Guadeloupe avaient arrachée après 52 jours de grève est de moins en moins payée. Et sans compter les conséquences sur la santé des travailleurs de l'utilisation massive des produits toxiques, dont le tristement célèbre composant le chlordécone. Et concernant ce composant, on n'a pas encore une idée définitive des dégâts qu'il a causés ou causera sur la santé des travailleurs de ce secteur.

Comme si tout cela ne suffisait pas, les conditions de travail en général, notamment les tâches, varient d'une plantation à l'autre et dépendent de la combativité des travailleurs. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles il n'y a toujours pas de convention collective dans la banane en Guadeloupe. D'ailleurs très nombreux sont les patrons qui ne veulent pas entendre parler de syndicats sur leur plantation et font tout pour empêcher leur implantation.

Alors, si les jeunes veulent venir travailler dans ce secteur, il faut qu'ils sachent ce qui les attend, et surtout qu'ils se préparent à mener les luttes nécessaires pour une amélioration conséquente des salaires et des conditions de travail.

La mobilisation des agents du CHU de Fort de France

Durant le mois de juin, les agents hospitaliers du CHU de FDF sont restés mobilisés avec la CGTM-Santé pour défendre leurs revendications et s'opposer aux méthodes de management de leur direction.

En effet, au fil des mois, la direction se montrait de plus en plus zélée pour appliquer la politique de rigueur du gouvernement. Cette direction se montrait particulièrement hypocrite lorsqu'elle était interpellée par les syndicats, et notamment par la CGTM-Santé, car elle leur disait le contraire des directives qu'elle donnait à ses cadres.

Après une séance de négociations syndicat-direction qui s'est déroulée après le lundi 4 juin, un appel à la grève fut lancé le mercredi 6 juin. Pas moins de vingt revendications étaient listées dont l'embauche sur les postes vacants, le nombre de collègues autorisés à partir en congé en même temps, la promotion du personnel administratif, ouvrier, soignant, technique, informatique et médico-technique, la non-suppression de postes d'ASH avec l'ouverture de la «Maison de la Mère, femme, enfant (M.F.E)», et aussi la prime de service aux contractuels.

Le mercredi 6 juin, de nombreux collègues sont restés aux alentours du barrage dressé par les plus déterminés à l'entrée pour discuter avec les uns et les autres. Et près de 200 d'entre eux se sont regroupés dans le hall d'accueil pour entendre et apprécier les réponses

de la direction sur la plateforme de 220 points qui lui avait été présentée. Ensuite, une forte délégation s'est rendue à la direction générale pour l'obliger à revoir sa copie.

Cette dernière a dû effectivement s'expliquer : sur le nombre de collègues pouvant partir en congé en même temps, il n'était subitement plus question de changer les quotas..., sur l'embauche sur les postes vacants pour lequel la direction tient compte de la réglementation et du «souci de préserver les chances des contractuels», sur les conditions de travail en blanchisserie, dans les ateliers et les secrétariats médicaux. Les agents ont appris également que 10 d'entre eux ayant réussi à des concours sont désormais nommés ou reclassés.

La direction a bien dû céder sur un certain nombre de points : la non-suppression des postes d'ASH à la maison de la Mère, femme, enfant. Sur les 33 agents concernés, 18 seront affectés à la MMFE, 10 seront reclassés ou en promotion professionnelle, 5 auront une affectation à l'hôpital Pierre Zobda Quitmann. Sur l'anesthésiologie, la direction s'engage à compléter l'effectif à 4 AS avec les contractuels en attendant une réunion sur l'organisation du travail.

MOBILISATION SUR LA PRIME DES CONTRACTUELS

Par contre la direction n'a pas cédé sur le paiement de la prime

de service aux personnels contractuels.

Cette prime de service instituée par arrêté du 24 mars 1967 pour «les personnels titulaires et stagiaires ainsi que les agents de service hospitaliers recrutés à titre contractuel», est «liée à l'accroissement de la productivité de leur travail».

Elle aurait dû être de 7,5% des salaires bruts des titulaires, stagiaires et contractuels en activité ayant contribué à la productivité du CHU. Sauf que pour se montrer zélée et avoir de l'avancement, la direction n'a pas inclut le salaire des contractuels et aujourd'hui, elle explique «qu'il n'y a pas d'argent».

Eh bien ! Le préavis de grève n'a pas été levé et le jeudi 14 juin, une deuxième mobilisation a eu lieu durant toute la journée.

En effet, appuyant les personnels contractuels, la CGTM-Santé faisait valoir qu'en droit, une lettre circulaire du Ministère de mars 2007, ne faisait pas force de loi, face à un arrêté prévoyant le paiement de cette prime.

Le jeudi 14, après avoir mis en place un piquet de grève à l'entrée de l'hôpital, les grévistes se sont retrouvés en forte délégation dans les bureaux de l'ARH pour demander des explications au directeur. Ce dernier a d'ailleurs dû interrompre une de ses réunions pour les recevoir.

La balle est désormais dans le camp de l'administration car les agents exigent qu'elle arrête de s'en prendre aux travailleurs précaires.

La direction d'EDF-Guyane sanctionne sévèrement cinq agents

Cinq agents dont trois responsables syndicaux ont été sanctionnés par la direction. Deux d'entre eux sont licenciés, deux autres sont rétrogradés et un autre a reçu une mise à pied de 15 jours. Ces agents sont accusés par la direction d'avoir agressé le directeur adjoint lors d'une rencontre le 27 mars, entre ce dernier et les responsables syndicaux de l'UTG (Union des Travailleurs Guyanais). De nombreux agents étaient présents ce jour là sur les lieux et les débats ont été très houleux.

Le malaise existait déjà entre le personnel et la direction depuis la grève importante qui a eu lieu en décembre 2006. Le personnel réclamait des moyens supplémentaires pour répondre aux besoins en énergie. Il manque des structures supplémentaires pour que

l'ensemble de la population consomme de l'électricité. Dans leurs points de revendications l'installation d'une centrale thermique de 90MW au lieu de 70 MW était demandée pour la commune de Saint-Laurent. Des réseaux supplémentaires étaient également réclamés pour alimenter l'arrière du pays. Toutes ces mesures nécessitent la révision de la PPI (programmation pluriannuelle des investissements) dès 2007. Les élus de la Guyane avaient posé les mêmes problèmes de carence énergétique lors d'un congrès sur l'énergie au mois de mars.

La direction de l'EDF plutôt que de prendre en compte ces revendications a annoncé le 15 mars la réduction de 30% du personnel et le non remplacement des départs à la

retraite ce qui a provoqué le mécontentement du personnel. Celui-ci a réclamé le départ du chef du personnel qui avait accusé des agents d'une soi disant disparition de gasoil dans la centrale. C'est au tour du directeur adjoint d'accuser des agents de violences contre lui. Une direction aussi arrogante n'a qu'un seul but : intimider le personnel pour l'obliger à accepter le plan de restriction budgétaire prévu par la restructuration et la privatisation de l'EDF. Mais les agents de l'EDF en Guyane ne comptent pas en rester là. Ils réclament la réunion du conseil de discipline. Ils comptent également se mobiliser le 4 décembre lors du procès en correctionnelle concernant la plainte déposée par le directeur adjoint.

Succès de la mobilisation en faveur d'Harry Durimel

Le 28 juin 2007 a eu lieu le délibéré dans l'affaire en appel de l'avocat Harry Durimel. Ses avocats, très nombreux avaient demandé la nullité de la procédure car Harry Durimel avait été convoqué comme témoin assisté pour une affaire de drogue datant de 2004. Les juges lui reprochaient d'avoir violé le secret de l'instruction et fait entrave à la bonne marche de l'affaire. Ils ont finalement annulé toutes les poursuites. C'est donc un succès pour tous les avocats qui s'étaient fortement

mobilisés pour le soutenir et qui avaient fait grève durant plusieurs jours. Un succès aussi pour la mobilisation populaire qui commençait à s'étendre. Beaucoup de gens pensent que Durimel était poursuivi en raison de son implication directe dans les accusations portées contre l'Etat dans l'affaire du dangereux produit toxique le Chlordécone. Cependant, tout n'est pas encore gagné car le procureur a décidé de faire appel de la décision des juges. La mobilisation doit donc se poursuivre.

Conodor : Contre les odeurs de porcherie

Les habitants de la section de Conodor à Sainte Rose ont laissé éclater leur colère contre les odeurs nauséabondes qui se dégagent d'une porcherie voisine. Dimanche dernier. Ils ont bloqué l'accès au site ainsi que la route départementale. Voilà des

années que ces nuisances existent. Une première manche a été gagnée puisque M. Guy Lurel, le propriétaire, accepte de transférer son exploitation à Débauché mais il tergiverse. Il faudra bien qu'il cède totalement.

Après l'élection de George Pau Langevin à Paris

George Pau Langevin a été élue députée dans la 21ème circonscription de Paris, dans le 20ème arrondissement. Membre du parti socialiste depuis 1975 elle a suivi tous les méandres de la politique du PS et soutenu la politique anti ouvrière de tous les gouvernements PS depuis Mitterrand.

Le 20 ème arrondissement compte un grand nombre de Noirs dont beaucoup d'Antillais et d'immigrés, ce qui explique le choix de cette circonscription par la candidate d'origine guadeloupéenne

Elle doit en partie son investiture au scandale fait par Victorin Lurel menaçant de démissionner si aucun candidat antillais n'était retenu par le PS et notamment Pau Langevin. Elle la doit aussi à Bertrand Delanoë, maire de Paris qui juge «décisif» l'électorat antillais de Paris pour les municipales de 2008.

Cela dit, un exemple

montre à quel point certains des politiciens socialistes frisent parfois le racisme et la sottise. Un responsable socialiste opposé à la candidature de Pau Langevin avait déclaré que ce n'était pas parce qu'on est d'une «certaine ethnie» qu'on doit absolument être candidat dans la 21 ème circonscription...

Le député sortant PS, Michel Charzat, avait accepté de ne pas être candidat afin «qu'une femme soit candidate» (!! ??) mais c'était pour soutenir Sophia Chikirou, membre du conseil national du PS et pas Pau Langevin.

Il aura fallu les pressions de Lurel et Delanoë pour pratiquement contraindre le PS à investir Pau Langevin. C'est alors que Charzat a représenté sa candidature en concurrence avec sa «camarade» de parti. Pau Langevin sera élue au deuxième tour avec 62,70% des suffrages contre l'UMP, Delamare. Quant à Charzat, il fut éliminé dès le premier tour

avec 14 ,14% des suffrages alors que Pau Langevin en recueillait 27.84%.

Il n'y avait pas «photo». C'était prévisible. Mais il aura fallu que le PS se fasse bien prier. Et Charzat a usé de tous les stratagèmes. Visiblement il voulait s'accrocher à son siège et ne voulait pas de cette «femme là». Mais s'il avait été si compétent lors de la législature précédente pourquoi donc a-t-il été si massivement rejeté par l'électorat ?

Voilà le parti de Pau Langevin, un parti qui peut secréter des gens comme Frèche qui déclare qu'il y a trop de Noirs dans l'équipe de France ou des gens comme Charzat et d'autres, notables médiocres, méprisants pour ne pas dire plus. Il reste que ce n'est pas parce que Pau Langevin est une femme et une Noire qu'elle défendra mieux les intérêts des femmes ou de la population blanche ou de couleur. Ces gens là soignent surtout leur carrière personnelle.

A propos des ministres issues de l'immigration

Nicolas Sarkozy a donc fait entrer trois jeunes femmes issues de l'immigration au gouvernement : Rachida Dati, comme ministre de la justice, la présidente de l'association «ni putes ni soumises», Fadela Amara, comme secrétaire d'état chargée de la politique de la ville. Elles sont toutes deux d'origine arabe. Il y a aussi Rama Yade, secrétaire d'état auprès du ministre des affaires étrangères, chargée des affaires étrangères et des droits de l'homme, d'origine sénégalaise. La raison officielle de Sarkozy est qu'elles doivent représenter la «France dans sa diversité». Mais quelles sont les vraies raisons, politiciennes celles là, qui expliquent ces choix ?

D'abord, et tout le monde l'aura compris, cette opération est faite pour calmer la rancœur des associations des banlieues dites «à risque» où les communautés maghrébine et noire sont importantes. On se rappelle combien les propos de Sarkozy, alors ministre de l'intérieur sur «la racaille» qu'il fallait «nettoyer au karcher» avaient mécontenté le milieu des jeunes immigrés. Les émeutes des banlieues font régulièrement craindre aux différents gouvernements un regain de

colère dans ces milieux hautement défavorisés. Bien sûr il faut tenter de prévenir ce mécontentement. A défaut de favoriser des emplois, d'accroître le niveau de vie, de faire disparaître les discriminations au quotidien, on donne à ces milieux des «représentants» de la même origine ou de la même couleur. Notons que cette fois, il n'y a aucun Antillais, Guyanais ou Réunionnais au gouvernement. Sarkozy a probablement voulu «punir» ainsi ces «DOM» qui ont voté en majorité pour la gauche de Royal. Rappelons que la Martinique et la Réunion ont voté à plus de 60% pour Ségolène Royal, la Guadeloupe à un peu plus de 50%. Seule la Guyane a voté Sarkozy...Et seule Taubira a été approchée par des émissaires pour un poste, ce qu'elle a refusé.

Par ailleurs en Guadeloupe et en Martinique les électeurs ont sorti deux députés de droite aux législatives. Donc, plus «d'oncle dom» au gouvernement.

Ensuite, Sarkozy a voulu et a réussi à doubler la gauche socialiste sur le terrain de la représentation tant des immigrés que des femmes et des jeunes. Bien évidemment le but est de s'attirer la sympathie d'une

partie de l'électorat de gauche. Il faut dire que cette gauche n'a jamais été particulièrement audacieuse en la matière et il suffit de peu pour que quelqu'un comme Sarkozy apparaisse plus hardi qu'elle. Au royaume des aveugles...

Il n'en reste pas moins vrai que la situation des immigrés se dégrade de plus en plus avec son cortège de pauvreté et de discriminations. Et ce n'est pas la présence de «symboles» au plus haut niveau de l'Etat qui suffit à changer cet état de fait. Ce n'est que de la poudre aux yeux. La promotion de jeunes immigrées dans la haute hiérarchie du personnel politique de la bourgeoisie ne font pas moins de Sarkozy un dirigeant au service de la bourgeoisie et de l'impérialisme. Ces nouveaux jeunes ministres noires et arabes ne sont qu'une mince feuille de vigne qui ne parvient pas à masquer la férocité de l'Etat impérialiste français. Un Etat qui fait tout pour les riches, pratiquement rien pour les plus pauvres, qui domine et écrase les peuples d'Afrique et les autres peuples sous développés minés par la faim, les maladies, les guerres entretenues par l'impérialisme mondial pour mieux les exploiter.

Le Parti Commu-niste Martiniquais (PCM), dans du 24 du jeudi 14 juin 2007 de son journal Justice, prend position, période oblige, sur les élections législatives.

En première page et en page 3, le PCM lance un appel à voter au 2ème tour pour Manscour (Parti Socialiste), Conconne et Letchimy (Parti Progressiste Martiniquais), et Marie-Jeanne (Mouvement Indépendantiste Martiniquais), tous présentés par le PCM comme étant les vrais défenseurs du peuple martiniquais. Car ce sont ces candidats classés à «gauche» qui allaient se retrouver au second tour face à des candidats UMP. Pas un des candidats dit de gauche n'est membre du PCM. En revanche, le PCM, dans un article en page 6 agrémenté d'une photo de Ghislaine Joachim-Arnaud, candidate dans la circonscription Centre sous l'étiquette Combat Ouvrier-Lutte Ouvrière et signé MB critique une des positions de Combat Ouvrier sous le titre: «Retour d'un assimilationniste ouvrier étonnant».

Que le PCM qui a eu l'occasion ici d'accueillir Mme Buffet, d'appeler à voter pour elle, mais qui a été incapable de présenter ne serait-ce qu'un candidat dans une circonscription pour défendre ses idées critique une de nos positions, quoi de plus normal. La discussion et les critiques mutuelles sont toujours souhaitables et enrichissantes. Cependant, nous l'affirmons, nous constituons le seul groupe qui au cours de ces élections a fait savoir,

entre bien d'autres aspects, que le programme communiste était encore à l'ordre du jour. Celui là même que le PCM aurait dû défendre ou au moins soutenir comme l'a fait le Parti communiste guadeloupéen. Le PCG en effet a appelé à voter pour nos candidats dans deux circonscriptions, là où il n'avait pas de candidat propre et pas de candidat PS à soutenir. Cela aurait été demi mal pour le PCM. Mais quelles que soient par ailleurs les critiques que l'on pourrait nous faire et nous n'en sommes certainement pas exempts, il aurait au moins affirmé son soutien à des candidats se réclamant du communisme.

Serait-ce que le PCM considère aujourd'hui ce programme comme révolu ? Serait-ce qu'il est prêt à rejeter près d'un siècle de luttes, de traditions ouvrières de combats menés dans la douleur, parfois le sang mais oh combien exaltants et prometteurs ? Serait-ce qu'il est prêt à oublier ce que nous nous n'oublions pas, à savoir ce que les militants du mouvement ouvrier d'aujourd'hui dont nous ne constituons qu'une fraction doivent aux luttes passées menées et impulsés par le PCM ? Et cela en dépit de la politique stalinienne qui a fait tant de tort au mouvement ouvrier mondial et que nous avons combattue.

Le PCM ne se soucie plus, et depuis bien longtemps, d'avoir une politique au service des intérêts des travailleurs, et sa direction a choisi de se mettre bel et bien à la remorque de la petite bourgeoisie locale.

En bref... En bref...

Folie et fanatisme religieux

Un père a tué sa femme et s'est suicidé devant ses trois enfants. Il n'avait pas admis que sa femme évangéliste aille se faire baptiser dans un autre lieu de culte que le sien, lui étant témoin de Jéhovah. Cela s'est passé en Guadeloupe en juillet 2007. Comme quoi le fanatisme religieux n'est pas seulement arabe et islamiste.

Suppressions de postes dans l'Education Nationale

Le ministre de l'éducation, Xavier Darcos a annoncé 10.000 suppressions de postes dans l'éducation nationale pour 2008. D'autre part on s'attend à un effectif supplémentaire de 20.000 élèves à la rentrée. Cela signifie que les classes compteront plus d'élèves, que les «prof» auront plus de travail, que le service public se dégradera avec moins d'agents de toutes les catégories. Inacceptable.

La lutte des 10 agents de l'hôtel Fort Royal a payé

Ce mouvement de grève des 10 agents de sécurité syndiqués à l'UGTG, affectés à l'hôtel Fort Royal à Deshaies, semble toucher à sa fin.

En effet, ces 10 travailleurs étaient en grève depuis le 5 février 2007 pour dénoncer le non respect de leur droit et une sorte de machination de la part de la Région Guadeloupe et du groupe suédois LANGLEY TRAVEL. Ce groupe est en passe de reprendre l'hôtel, et voulait licencier les 10 agents. Ainsi, le 12 mars 2007 les agents reçoivent effectivement leurs lettres de licenciement pour raison économique sans que la Région ne leur propose rien en échange.

Cette nouvelle situation n'a fait que renforcer le bras de fer entre la région, par l'intermédiaire de son président V. Lurel, et l'UGTG avec les différents accrochages verbaux, voire physiques, qui s'en sont suivis.

C'est cette pression qui a obligé le président de la Région à trouver une solution au problème des 10 agents de sécurité de Fort Royal.

Ainsi, il a été acté que 9 agents sur les 10 vont être reclassés et une solution va être trouvée rapidement pour le 10ème agent. Comme quoi, seule la lutte des travailleurs leur permet de faire céder le patronat et tous ceux qui sont à son service.

Guadeloupe

Grève victorieuse dans l'hôtellerie

Après trois jours de grève, les employés de l'hôtel Salako, situé à la Pointe de la Verdure au Gosier, ont obtenu que la direction revienne sur une décision qui mettait des emplois en danger.

En effet, l'hôtel Clipper, qui fait partie du même groupe que le Salako, doit fermer, officiellement pour trois mois. Le directeur a voulu imposer que 10 employés du Clipper soient transférés au Salako. Les travailleurs des deux hôtels et leurs syndicats CGTG et UGTG ont refusé cette décision que la direction avait prise sans consulter les représentants du

personnel. Ils ont compris la menace liée à ce transfert : l'augmentation de la masse salariale du Salako aurait pu servir de prétexte à des difficultés financières justifiant par la suite des licenciements. La grève commencée le 3 juillet a été suivie par la majorité des 50 employés. Finalement vendredi 6, après plusieurs heures de négociations on apprend qu'il n'y aurait pas de déplacements. Sur les trois jours de grève, un jour sera payé, un autre sera récupéré. C'est donc une victoire pour ces travailleurs qui ont su déjouer les plans de la direction.

Après la grève à "Orange Caraïbes"

Du 26 juin au 6 juillet, les salariés d'Orange Caraïbes étaient en grève. La principale revendication porte sur un projet de restructuration qui existe au sein du groupe France Télécom. Il s'agit du projet NEXT (Nouvelles Expériences de Télécommunications). Ce plan prévoit la suppression de 22000 emplois au sein du groupe. A Orange Caraïbes, les salariés ont constaté que la direction a des directives pour comprimer le personnel. Les syndicats n'ont aucune information sur les projets de la direction locale et ont demandé l'explication de la règle de toutes ces restructurations car chaque

filiale doit contribuer à faire appliquer le plan NEXT. Les salariés constatent des suppressions d'activités, le développement de la sous-traitance et en plus la remise en cause de certains avantages acquis sous prétexte que cela n'existe pas au sein du groupe. Bref la politique du groupe c'est de s'attaquer aux salariés en aggravant leurs conditions de travail.

La grève a été bien suivie à la fois en Guadeloupe, Martinique et Guyane. La direction a laissé traîner le conflit durant 15 jours et refusait de discuter avec les grévistes sous prétexte qu'elle ne voulait

pas de la présence d'un élément extérieur à l'entreprise dans la délégation. Le blocage s'est fait durant plusieurs jours sur ce problème. Finalement le vendredi 6 juillet un premier accord a été signé. La direction accepte la présence d'un membre syndical extérieur à l'entreprise en qualité de conseiller technique. Il y aura un étalement pour le paiement des jours de grève, à raison de deux jours par mois.

Les négociations doivent reprendre cette semaine. Les salariés restent mobilisés et prêts à se remettre en grève si besoin est !

Grève victorieuse au centre Gérologique du Raizet

Après 15 jours de grève (du 14 au 28 juin), un accord a été signé entre la direction et le syndicat CGTG. Pour mémoire, les grévistes réclamaient entre autre l'expertise de l'ascenseur suite à l'accident qui avait coûté la vie à une salariée, 30 postes pour résorber les emplois précaires. L'accord signé prévoit la régularisation des CDD (contrats à durée déterminée) sur six postes vacants d'AS (aides soignants), la création de 6 postes et 4 postes libérés suite à des départs à la retraite. Pour les ASH (agents de service

hospitalier) il y aura la création de 9 postes. De plus 5 postes d'OP (ouvriers professionnels) vacants vont être pourvus.

Le directeur qui estimait la demande de la CGTG exagérée va pouvoir finalement régulariser 15 postes et créer 15 postes. Cela permettra de régulariser la situation des CDD, précaires par définition, et qui pourront pour certains être titularisés car il y a 50 contractuels au Centre Gérologique. La demande n'était donc pas exagérée et le besoin était réel. Mais sans la

mobilisation des salariés, rien n'aurait été possible.

En ce qui concerne l'expertise de l'ascenseur, le directeur avait assigné le secrétaire du CHSCT (Comité d'Hygiène et de Sécurité) et le délibéré est prévu le 20 juillet prochain. Le tribunal tranchera donc le litige pour le choix de l'entreprise chargée de l'expertise.

La mobilisation du personnel a été forte et les grévistes ont repris le travail la tête haute.

ECHOS DES ENTREPRISES

Extrait du bulletin "écho de l'ANPE"

LA SAUCE PLUS CHÈRE QUE LE BOUILLON

En plus des difficultés récurrentes pour obtenir une ligne téléphonique quand on travaille, tous les numéros des agences sont cachés pour nos interlocuteurs.

Conséquences : les

demandeurs d'emploi à qui on ne peut pas laisser de message ne savent pas où rappeler, et certains usagers de l'ANPE ne décrochent même pas leur téléphone quand le numéro ne s'affiche pas.

Vive la transparence du service public ! et encore bravo pour l'efficacité

Extrait du bulletin "sucrierie en lutte" Gardel

L'ARRET POUR BIENTOT ?

La direction prévoit l'arrêt de la campagne pour le 8 juillet. Elle prétend que les cannes ne rentrent pas assez vite. Elles viennent de trop loin, selon elle, et cela coûte trop cher.

Le directeur responsable de la logistique canne aurait dû prévoir dès le début de la récolte de faire venir les cannes qui sont les plus éloignées, mais l'usine a commencé par broyer les cannes

les plus accessibles, les plus faciles. Qui paie cela ? Les planteurs les plus petits.

LE FAIRE VALOIR D'ABORD !

La coupe des cannes de Gardel se termine vendredi 5 juillet. On comprend mieux la date prévue de fermeture de la récolte. Un fois ses cannes coupées, la direction de l'usine ne se préoccupe plus des cannes des autres.

frais !

LA FORMATION N'EST PAS POUR LE PERSONNEL

Le pôle logistique va ouvrir, mais aucune préparation n'a été prévue pour le personnel de base appelé à faire fonctionner les appareils. De toute façon, le personnel n'a pas à s'inquiéter puisque les chefs sont en formation...en métropole !

ECHOS DES ENTREPRISES

Extrait du bulletin "échos de l'Aéroport"

CCI : IL NOUS PREND POUR DES CHIENS...

Vraiment, c'est inacceptable, un employé de la CCI promu responsable de l'entretien de l'aéroport semble confondre responsabilité et manque de respect du personnel. Il veut nous humilier, nous «faire honte» devant les collègues de l'aéroport et les voyageurs. Ses paroles, pour un bout de papier jeté derrière nous, sont toujours menaces et injures. S'il y a beaucoup de monde aux alentours, il nous invective, nous crie après.

Il cherche peut être à se faire bien voir, lui dont on ne sait pas très bien à quoi il sert.

... NETTOYAGE : NOUS FAISONS NOTRE TRAVAIL

Avec des horaires 3 x 8,

nous, personnels des entreprises de nettoyage, briqueons l'aéroport à tout moment. Nous n'hésitons pas à transporter des quantités de poubelles à longueur de journées. Nous savons ce que nous avons à faire, et sommes fiers de rendre propre l'aéroport. Aussi nous sommes tous d'accord pour déclarer intolérable l'attitude de ce petit chef. Nous ne sommes plus au temps des gérants d'habitation. Nous ne nous laisserons pas piétiner.

TOP ONE : CEUX DE LA SÛRETÉ DANS L'INCERTITUDE

Après s'être battu pour gagner le marché de l'aéroport, le patron de Top One a lâché l'affaire. Un nouveau patron, Marshall, a repris la sécurité.

Mais pour la sûreté, rien n'est encore décidé. Top One est toujours là mais ne donne aucune indication sur ses intentions aux employés.

A une période pourtant cruciale avec les congés bonifiés et autres mouvements de touristes, le travail est plus ou moins désorganisé.

A plusieurs reprises, les collègues ont posé des questions à la CCI. Mais personne ne répond. Ces messieurs considèrent peut-être les travailleurs comme des pions que l'on pousse à droite ou à gauche pour remplir les poches de ce patron-ci ou de celui-là.

Mais les travailleurs de la sûreté ont eu plusieurs fois l'occasion de montrer qu'ils étaient capables de se défendre.

Extrait du bulletin "écho des Télécom"

VIVE LA LUTTE DE NOS CAMARADES DE FT CORSE !

Une partie des salariés de France Télécom en Corse sont en grève depuis 24 jours et une partie occupe les locaux de la direction générale à Ajaccio ainsi que le site des Salines et des bureaux administratifs de l'hôtel des postes. Les syndicats CGT, FO, SUD, CGC et STC soutiennent la grève. Des postes téléphoniques gratuits ont été installés dans la rue.

FT-CORSE : LES RAISONS DE LA COLERE

Privatisation rampante, délocalisations sur le continent,

diminution de personnels, rentabilisation à outrance. En Corse les effectifs sont passés de 500 en 2006 à 446 en 2007 et il est question que les employés ne soient que 400 en fin 2008. Soit 20% des effectifs en moins en trois ans.

FT-CORSE : UNE DIRECTION DE COMBAT

La direction de FT Corse ne veut même pas discuter. Elle a demandé à la préfecture de faire intervenir les forces de l'ordre. Pour le moment celle-ci s'y est refusée. Le préfet et le

gouvernement craignent de mettre le feu aux poudres.

L'ETAT VEND LE PRODUIT DE NOTRE TRAVAIL

L'Etat vient de vendre 5% du capital de France Télécom. Cette opération lui a rapporté 2, 65 milliards d'euros. On nous dit que cette somme sera affectée au désendettement de l'Etat. Mais nous n'avons aucun moyen de le vérifier. Toujours est-il que cet argent provient de notre travail, de notre rendement d'enfer. Et nous, on n'en voit jamais les retombées.

Extrait du bulletin "échos des hôpitaux"

DES ECONOMIES, MAIS PAS SUR NOTRE DOS !

Déficit réel pour 2006 : 8 784 283 euros. Prévisions pour 2007 : réduire le déficit à 5 619 775 euros.

Cela veut dire : augmenter les activités tout en diminuant les dépenses.

Que la direction arrange le budget comme elle veut, mais nous ne voulons pas en faire les

Grève des employés de la Téléco

A Port au Prince, les employés de la Téléco mènent une grève depuis trois semaines pour lutter contre des licenciements annoncés par le directeur général. Son but est de faire passer les effectifs de 3500 à 1200 sous prétexte de rentabilité ! L'objectif final est de privatiser à terme la Téléco mais avant il faut la «dégraisser». Un partenaire privé ne prendrait pas une entreprise avec plus de 3000 salariés selon les estimations du directeur général !

Il rejoint le président Préval qui avait dit tout le mal qu'il pense de ces institutions publiques du pays : personnel pléthorique et démotivé, corruption, prévarication, vols, gabegie administrative, les mots ne manquaient pas à Préval pour décrire l'état de pourrissement des institutions publiques.

Ce n'est certainement pas la population pauvre qui démentira le président, elle qui n'a bénéficié des services de ces dites institutions publiques qu'au compte-goutte. En effet, les quartiers pauvres ne sont pas approvisionnés en eau potable de la CAMEP, en électricité de l'ED'H ; aucun habitant des zones reculées du pays ne peut se

targuer d'avoir une ligne téléphonique de la TELECO. Ces institutions ont toujours été des vaches à lait pour les différents gouvernements qui se sont succédé à la tête du pays. Elles ont toujours été les remparts des régimes au pouvoir pour caser leurs hommes de main, leur clientèle politique. L'argent issu des ces institutions a toujours servi à remplir les poches de quelques magouilleurs ou à financer des groupes armés, des paramilitaires contre la population. Haïti est un pays pauvre mais qui enrichit les dirigeants à un rythme vertigineux.

Mais ce que le président a omis de dire, c'est que la faillite de ces institutions est la faillite de l'Etat dont il est le président et il est bien placé pour le savoir !

La passation de ces institutions aux capitaux privés ne va nullement régler l'accès de la population à des services de base de qualité. Mais la solution ne se trouve pas non plus dans le maintien de ces institutions telles qu'elles sont aujourd'hui, entre les mains des profiteurs, des magouilleurs et des parasites de l'Etat.

NIGERIA Fin de la grève générale. Les travailleurs ont fait reculer le pouvoir.

La grève générale entamée le mercredi 24 juin 2007 par les deux principales organisations syndicales du Nigeria, le National Labour Congress (NLC, centrale ouvrière) et le Trade Union Congress, cadres) s'est terminée le 24 juin dernier. Un accord a été trouvé entre le nouveau président Umaru Yar'adua et les représentants des travailleurs.

Les syndicats ont décidé d'arrêter la grève à la suite d'une lettre du président promettant de ne pas augmenter le prix de l'essence à la pompe pendant un an.

Le pouvoir a quand même maintenu le prix du litre à 70 nairas soit la moitié de l'augmentation de 15% décidée par l'ancien président de la république Olusegun Obasanjo le 28 mai dernier juste avant son départ de la présidence.

Le nouveau président a aussi annulé d'autres mesures

comme le doublement de la TVA (5 à 10%) et l'augmentation prévue du pétrole lampant et du diesel. Les salaires des fonctionnaires seront augmentés de 15 % avec effet rétroactif au 1er janvier 2007. Et enfin, la création de deux comités d'experts, intégrant des représentants syndicaux a été décidée, l'un, sur le prix des produits pétroliers, l'autre, pour rouvrir le dossier de la vente de 2 raffineries à des hommes d'affaires proches de l'ex-président Olusegun Obasanjo à 51%. Ce qui prouve une fois de plus, si besoin en était, le degré de corruption du pouvoir dans le pays.

En tout cas, même si la grève a fait reculer le nouveau président, les travailleurs doivent, toutefois rester très vigilants s'ils veulent éviter de nouvelles attaques de leur pouvoir d'achat par un système viscéralement corrompu.

L'Assemblée Générale du "Comité Lefort contre le racisme et l'humiliation"

L'assemblée générale du «comité Lefort contre le racisme et l'humiliation» s'est déroulée comme prévu le 30 juin. Environ quarante membres étaient présents.

L'AG s'est déroulée sous la présidence de Fritz Mathiasin. Le rapport moral du président Maurice Vieillot, le rapport d'activité de la secrétaire, Madame Madly Lefort, le rapport financier du trésorier M. Eric Naejus furent lus, débattus et approuvés à l'unanimité. Le bureau sortant fut réélu à l'unanimité. Le seul changement fut l'élection de Hector Choisi comme trésorier puisque Eric Naejus avait déjà exprimé le désir de «passer la main», tout en demeurant membre du bureau. Le président Maurice Vieillot se succède à lui-même.

Parmi les nombreuses organisations et personnalités invitées, étaient présentes : la

CGTG, l'UGTG, Amnesty International, Combat Ouvrier. Leurs représentants ont tour à tour pris la parole et apporté leur soutien à l'action du comité. M. Bhiki, dont la femme est décédée dans des conditions douteuses à la clinique St Pierre après avoir subi une simple liposuction s'est exprimé avec émotion. Le comité l'a assuré de son soutien dans l'affaire qui l'oppose aux responsables et médecins de la clinique. Le programme des activités à venir fut rappelé dont l'affaire Gastin qui passera le 18 juillet au tribunal de Pointe à Pitre. Il s'agit d'un jeune ayant subi des violences policières. Le repas dansant du 28 juillet prochain fut aussi rappelé à l'assistance. Un apéritif suivi d'un « riz et morue » furent servis avant le départ et dans une ambiance fraternelle et conviviale.

Après la prise de Gaza par le Hamas

Le 15 juin les militants du Hamas (groupe islamique) ont pris le pouvoir par les armes dans la bande de Gaza. Les services de sécurité, fidèles au président Abbas, membre du Fatah n'ont opposé qu'une résistance limitée. C'est une défaite de plus du Fatah face au Hamas. Déjà en décembre 2005 et janvier 2006 le Hamas avait battu le Fatah aux élections municipales et législatives, bien que ce dernier détenait le pouvoir depuis l'instauration de «l'autorité palestinienne». Le «Fatah» est l'organisation fondée par Yasser Arafat et qui pendant très longtemps avait la majorité au sein de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) qui regroupait diverses tendances combattantes palestiniennes. La personnalité historique de Yasser Arafat et sa grande popularité masquaient quelque peu les divergences et freinaient jusque là la volonté du Hamas de parvenir au pouvoir à Gaza. Arafat décédé, le Fatah de plus en plus déconsidéré au sein de la population notamment par la corruption régnant dans ses rangs, le Hamas s'est senti les mains libres.

Cette distance de plus en plus marquée entre la population palestinienne et le Fatah est aussi le prix que paie l'organisation pour son attitude jugée trop conciliante vis à vis d'Israël, des USA et des pays de l'union européenne.

En effet cette population a été chassée de chez elle il y a de cela soixante ans. Elle est emprisonnée dans la bande de Gaza à 4 000 habitants

au Km2. Israël contrôle tous les ports et aéroports. Israël et ses protecteurs américains et Européens refusent que les Palestiniens aient un Etat. La vie quotidienne d'un Palestinien est faite d'humiliation de chômage, de misère. La dernière trouvaille de l'Etat israélien pour faire pression sur les Palestiniens fut de ne pas leur verser 600 millions de dollars de taxes douanières et de TVA prélevées sur les marchandises. La survie des palestiniens dépend en effet de l'aide internationale dont Israël cherche à contrôler le cheminement. L'Etat hébreu vient de décider de desserrer les cordons de la bourse ; mais jusqu'à quand ?

Face à cette politique qui à leurs yeux vise à les détruire, le Fatah prône la discussion, les négociations interminables avec Israël et ses alliés. Une grande partie de la population de Gaza, lassée, lui tourne de plus en plus le dos pour se tourner vers le Hamas. Par contre en Cisjordanie, c'est toujours le Fatah qui semble majoritaire.

Mais ce combat entre groupes armés pour le pouvoir en Palestine ne présage rien de bon pour la population. Aucun des deux groupes ne défend les intérêts de la population. Au dessus d'elle se déroule une lutte de clans pour le pouvoir, pour le contrôle des finances, pour le contrôle de l'aide internationale et autres «trésors de guerre», une lutte de clans armés contrôlés par des chefs militaires et religieux entourés

d'une brochette de notables et de bourgeois palestiniens.

Ces deux clans utilisent la longue exploitation du peuple palestinien, ses frustrations, le désarroi de sa jeunesse à des fins politiciennes pour instaurer leur pouvoir et préparer déjà leur accession à la tête d'un futur Etat même hypothétique. Ils retournent contre leur peuple les mêmes armes qu'ils utilisent contre l'oppression israélienne et ce, alternativement pour le contraindre à suivre l'un ou l'autre clan à Gaza ou en Cisjordanie. Demain, ces mêmes armes leur imposeront une dictature d'état au nom de l'unité nationale et de la «patrie palestinienne». Aux travailleurs, aux jeunes, aux exploités palestiniens de susciter l'émergence d'une troisième force qui soit vraiment la leur.

CERCLE LENINE TROTSKY

ANNULATION DE LA PROJECTION

La projection prévue le jeudi 18 juillet dans le cadre des cercles « Lénine-Trotsky » a dû être annulée car la salle retenue n'est plus disponible en raison de la période des congés des employés. Toutes nos excuses pour ce contre-temps indépendant de notre volonté.

Banquet dansant du Comité Lefort contre le racisme et l'humiliation

Le Comité Lefort contre le racisme et l'humiliation organise un banquet dansant le samedi 28 juillet à partir de 12H30. La participation est de 20 euros.

Il aura lieu à Petit Bourg (Guadeloupe), section Grande Savane à la maison Baudoin-Alfala. Le comité compte sur la présence du plus grand nombre !

Mort d'Al Lirvat

Al Lirvat, le célèbre musicien guadeloupéen, inventeur de la «biguine wabap» est mort vendredi 28 juin à Paris. Il avait 91 ans. Il a côtoyé les plus grands musiciens de jazz dont Dizzy Gillespie, Duke Ellington, Louis Armstrong. Il a accompagné

Edith Piaf et Joséphine Baker. Lirvat a composé un échantillon des plus belles biguines et joué avec de grands musiciens martiniquais comme Barel Coppel et d'autres. C'est un monument qui s'en va mais qui restera, éternel à travers sa musique.

Maître Sarah Aristide sous surveillance policière

Sarah Aristide, membre de l'UJAG (Union des Jeunes Avocats de la Guadeloupe), est connue pour son implication dans le collectif guadeloupéen contre la xénophobie et pour le respect des droits des étrangers. Suite à la loi «immigration et intégration» votée le 17 mai 2006 qui a conforté les attitudes racistes et xénophobes d'une fraction de la population guadeloupéenne surtout envers les Haïtiens, Maître Aristide se bat contre ces injustices.

Et maintenant voilà qu'elle fait l'objet d'écoutes illicites.

En effet, Maître Aristide a constaté, lors d'une affaire de proxénétisme, que son cabinet était sur écoute. Elle a découvert

que sur deux fiches signalétiques figuraient le numéro de téléphone de son cabinet et le résumé de la conversation téléphonique qu'elle a eu avec son client.

Le syndicat des avocats de la Guadeloupe scandalisé par la violation du secret professionnel a porté son soutien à l'avocate et tous ont porté plainte contre X en raison des écoutes illicites.

Le climat de suspicion contre des militants, avocats ou autres, dont l'action n'a pas l'heur de plaire au pouvoir se généralise et se banalise. Ces atteintes à la liberté individuelle, à la liberté de parole et d'action sont absolument intolérables.

AVIS AUX LECTEURS

Pendant la période des vacances, la parution du journal sera interrompue.

Le prochain numéro paraîtra le samedi 8 septembre.

ABONNEMENT

12 MOIS :
SOUS PLI FERME 30.50 €
SOUS PLI OUVERT 23 €

Je désire m'abonner au journal COMBAT OUVRIER pour une période de mois.

NOM :

Prénoms :

Adresse :

Ci-joint par chèque la somme de Euros.

règlement par chèque adressé à

M. Philippe ANAIS - Combat Ouvrier.
1111 Rés Matélie, l'aiguille,

97128 Goyave - Guadeloupe.
Antilles françaises

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication
P. ANAIS
Adresser toute correspondance

EN GUADELOUPE

COMBAT OUVRIER

M. Philippe Anais.

1111 Rés Matélie, l'aiguille,
97128 Goyave - Guadeloupe.

EN MARTINIQUE

Louis MAUGÉE

B.P. 821

97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX

COMPOSITION - IMPRESSION

Imp. ERAPRESS

Commissaire paritaire 51728

Site Internet de Combat Ouvrier
<http://www.combat-ouvrier.net>

Pour nous écrire sur internet
redaction@combat-ouvrier.net